

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 62 (1921), p. 27-32

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1921__62__27_0

© Société de statistique de Paris, 1921, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IV

NÉCROLOGIE

SALEFRANQUE (LÉON)

Au moment où je pensais que notre ami Salefranque, débarrassé des soucis administratifs, allait pouvoir se consacrer plus complètement aux travaux de notre Société, j'apprenais sa disparition soudaine; nos collègues ont été avisés du deuil qui nous frappait en la personne d'un homme qui avait rendu les plus grands services à notre Société.

Né à Bordeaux le 2 décembre 1854, Léon Salefranque entra très jeune dans l'Administration de l'Enregistrement et nous le trouvons successivement sous-inspecteur à Rouen, puis à Paris, sous-chef de la Direction générale de l'Enregistrement, directeur à Mont-de-Marsan et à Toulouse où l'atteignit la limite d'âge en août 1920.

Admis à la Société le 27 avril 1892, sur la présentation de MM. Coste et Neymarck, notre regretté collègue a immédiatement manifesté sa valeur en donnant une remarquable étude sur l'impôt du timbre qu'il a fait suivre des travaux ci-après :

- « Régime fiscal des effets de commerce »;
- « La Productivité de l'Administration de l'Enregistrement »;
- « L'Impôt et les libéralités aux établissements publics »;
- « Les Mutations immobilières à titre onéreux »;
- « Le Régime fiscal de la France »;
- « Enquête sur les successions et donations »;
- « Les Contrats de transports », etc...

sans compter de nombreuses notes bibliographiques.

En 1898, alors que Salefranque était attaché à la Direction générale de l'Enregistrement sous les ordres de notre ancien président Fernand Faure, M. Cheysson, rapporteur du prix Bourdin, le distingua parmi des auteurs remarquables et lui fit décerner la médaille Bourdin pour les beaux travaux que notre collègue avait donnés à la Société et qui remplissait d'ailleurs les fonctions délicates de secrétaire des séances.

Mais ces travaux ne sont pas les seuls qu'a produits notre ami regretté; sa participation au Congrès international des Valeurs mobilières de 1900 est bien connue de tous et ses études : « Les Impôts sur les opérations de bourse dans quelques pays européens » et « Les Valeurs mobilières dans la fortune privée de la France » lui avaient valu de réels succès.

Notre infatigable ami avait eu une idée infiniment heureuse : faire une tablè

des travaux parus dans notre Journal; il y consacra bien des veilles et nous donna les deux magnifiques tables 1860-1900 et 1900-1910 qui rendent si faciles les recherches dans notre première collection du Journal; il se trouvera, espérons-le, quelque collègue qui continuera l'œuvre de Salefranque, d'ailleurs très facilitée maintenant par la disposition nouvelle adoptée pour les tables annuelles.

Vice-président du Congrès international de la Propriété foncière, rapporteur au Congrès des Sociétés par actions, il fit d'excellents travaux très remarquables aussi bien en France qu'à l'étranger; lauréat de l'Académie des Sciences morales et politiques, président de l'Académie de Toulouse qui l'avait appelé à elle dès son arrivée dans cette ville, il avait été nommé officier de l'Instruction publique et chevalier de la Légion d'honneur; c'est au moment où il comptait non pas se reposer, mais se consacrer plus complètement à ses chères études que la mort est venue nous l'enlever; c'est pour nous une perte réelle: encore un travailleur, un grand laborieux modeste qui s'en va, après notre ami Meuriot; comme Meuriot, il était d'un caractère aimable, et la nombreuse correspondance que j'avais entretenue avec lui était empreinte d'une cordialité exquise. Il a eu la joie de voir son fils échapper à l'affreuse guerre malgré une blessure très grave et de le voir décorer pour sa belle conduite aux armées; après les inquiétudes si grandes qu'il avait montrées, j'ai eu l'écho de cette joie: il n'a malheureusement pas profité de ce repos auquel il aspirait après la vie de travail administratif qu'il avait menée; durement et douloureusement frappé depuis longtemps, il se maintenait grâce à son énergie, mais le mal a été plus fort que sa volonté de travail et il est décédé le 27 septembre 1920 à Bordeaux: aucun de nous n'a pu rendre les derniers devoirs à ce collègue qui a tant donné à notre Société qu'il aimait comme l'aiment tous ceux qui travaillent pour elle et sentent toute l'importance de nos études.

J'adresse, au nom de tous, à sa veuve et à ses enfants l'assurance que son nom ne sera jamais oublié, et nous les prions d'agréer l'expression de nos condoléances bien sincères.

A. BARRIOL.

* * *

LAISANT (CHARLES-ANGE)

Le 5 mai 1920, s'est éteint, sans souffrance, un de nos collègues que nous voyions rarement en raison d'un état de santé précaire, Charles-Ange Laisant.

Né le 1^{er} novembre 1841 à la Basse-Indre (Loire-Inférieure), il fit ses études à Sainte-Barbe, entra à l'École polytechnique en 1859, puis à l'École d'application de Metz en 1863; la guerre le trouva capitaine du génie; il fut chargé d'organiser la défense du fort d'Issy et fut promu chevalier de la Légion d'honneur pour sa conduite héroïque.

Il quitta l'armée pour la politique dès 1871 et se passionna pour diverses affaires que beaucoup d'entre nous se rappellent; des déboires divers l'amènèrent à se consacrer à l'enseignement, et il fut successivement professeur à Sainte-Barbe, à l'Institut agronomique et répétiteur et examinateur à l'École polytechnique.

Il devint des nôtres en 1882, sous les auspices de notre ancien président Wilson.

Mathématicien remarquable, il a laissé de nombreux travaux originaux, notamment sur les quaternions; il s'intéressait vivement au développement de l'enseignement des mathématiques et a publié de nombreux ouvrages à ce sujet.

Ceux d'entre nous qui l'ont connu le regrettent, car c'était un homme foncièrement honnête et sincère et un ami parfaitement sûr. Nous adressons à ses fils l'expression de nos bien sincères condoléances.

A. BARRIOL.

V

BIBLIOGRAPHIE

Cours de finance et comptabilité dans l'industrie, par Édouard JULHIET, ancien élève de l'École polytechnique, ingénieur civil des Mines, ingénieur conseil de la Banque et l'Union Parisienne (1).

Cet ouvrage, qui résume les cours professés par M. Julhiet à l'École spéciale des Travaux publics du Bâtiment et de l'Industrie, présente un tel intérêt pour nombre de nos collègues que nous en donnons un résumé succinct.

Il s'adresse à tous ceux qui collaborent à l'œuvre industrielle, depuis les administrateurs jusqu'aux comptables de profession ayant besoin soit de connaître, soit de fournir des renseignements sur les entreprises; il fait donc appel dans une large mesure à la statistique et rentre ainsi parfaitement dans le cadre de nos études.

Le cours se divise en cinq parties, que nous allons successivement passer en revue :

COMPTABILITÉ. — Après une définition de la comptabilité et de son mécanisme général, M. Julhiet donne quelques exemples judicieusement choisis, faisant ressortir très clairement ce que l'on peut attendre d'une bonne présentation des comptes.

Il étudie d'abord le compte, base de la comptabilité, définit les termes techniques employés pour simplifier le langage, indique le processus de la création et de la dénomination des comptes, leur forme matérielle et leur classement rationnel; passant ensuite aux relations des comptes entre eux dans la comptabilité dite en partie double, il décrit les instruments comptables, livres et pièces comptables.

Des dispositions graphiques données pour chaque nature de ces instruments permettent de suivre parfaitement le mouvement des opérations successives depuis le journal élémentaire jusqu'à la balance et au bilan; les prescriptions légales ne sont pas oubliées, naturellement. L'organisation rationnelle des magasins fait l'objet d'une étude spéciale où l'auteur montre qu'il est un technicien avisé, ayant lui-même organisé des affaires difficiles et complexes.

Une étude fort intéressante de la question du salaire des ouvriers donne des détails précieux, car le problème matériel de la paie ouvrière est fort complexe et donne lieu dans les grandes entreprises à des difficultés que ne soupçonne guère le patron de dix ouvriers.

L'application des frais généraux, si difficile à déterminer dans nombre de cas, est indiquée avec des exemples intéressants, et la question de l'amortissement est exposée très clairement.

En ce qui concerne les relations de l'entreprise avec les tiers, M. Julhiet passe en revue les diverses pièces permettant d'établir la comptabilité : factures, relevés, quittances, etc..., et les moyens de paiement : effets, chèques, warrants, etc...

Nous arrivons maintenant à l'une des parties intéressant spécialement les statisticiens : le calcul des éléments du prix de revient à l'aide de la comptabilité et des relevés statistiques extraits de cette comptabilité.

Les indications qui précèdent permettent alors à l'auteur d'établir rationnellement l'organisation et le fonctionnement de la comptabilité, soit qu'il s'agisse d'un petit commerçant, d'un petit industriel ou d'une grande entreprise. De nombreux exemples illustrent cette partie du livre, qui se lit très facilement grâce à d'heureuses dispositions matérielles; on arrive ainsi à l'établissement du bilan de fin d'exercice et du compte de profits et pertes; les questions d'inventaire, d'amortissement de fin d'année, d'évaluation des stocks sont traitées et discutées et les exemples de pourcentages, normalement employés pour les amortissements, sont fort bien indiqués.

(1) Un volume grand in-8 de 516 pages, Librairie de l'enseignement technique, 3 bis, rue Thénard, Paris. Prix : 9 fr.

Beaucoup de sociétés, de grandes sociétés bancaires ou industrielles devraient bien s'inspirer des idées de l'auteur, qui demande des bilans « clairs » avec des libellés aussi précis que possible. On trouverait peut-être moins de débiteurs divers, de crédateurs divers, de portefeuilles sans indications ni détails.

M. Julhiet termine par d'excellents conseils sur la manière de lire un bilan, un bilan sincère naturellement, car, dit-il, il est inutile d'étudier un bilan s'il n'est pas sincère; autant vaudrait demander son chemin dans une forêt à un brigand qui veut vous détrousser. La figure est vraiment heureuse et d'une exactitude frappante.

Quelques exemples de comptabilités montrent l'organisation de diverses industries, sans critiquer les indications fournies au sujet des chemins de fer, je rappellerai, que pour les chemins de fer, une commission extraparlamentaire a fixé la division des chapitres de dépenses d'établissement et d'exploitation et des recettes d'une manière un peu différente de celle donnée par M. Julhiet.

Un très beau chapitre traite de la comptabilité comme organe de prévision; nous sommes là en pleine statistique; un dernier chapitre traite de la place et de l'organisation des services comptables : question délicate et bien mal connue; signalons à notre ami un petit oubli : celui de la Compagnie des Experts-Comptables, dont nous comptons de nombreux membres parmi nous et qui rend de meilleurs services que les fiduciaires étrangers.

BANQUES. — Après quelques généralités sur le « but des banques », M. Julhiet énumère les différentes sortes de banques, leur rôle commercial, puis les diverses opérations qu'elles font : escomptes, recouvrements, ouvertures de crédit, comptes de dépôts, de chèques, d'avances sur titres ou sur effets, et enfin changes; chaque nature d'opérations donne lieu à un exposé très complet illustré, comme toujours, par de nombreux exemples pratiques.

L'auteur étudie ensuite les banques au point de vue de leur rôle général, soit qu'elles s'occupent d'émission, de circulation, d'affaires foncières, de commerce, d'exportation, etc., et selon les situations dans le pays, ce qui l'amène à indiquer les relations nécessaires entre les banques d'une part, le commerce, l'industrie et l'agriculture d'autre part.

SOCIÉTÉS. — Le contrat de société, qui forme la loi de parties, permet de classer les sociétés suivant leur objet et leur forme qui sont indiqués avec beaucoup de détails : sociétés civiles, sociétés commerciales, nom collectif, commandites, anonymes, à capital variable, etc...; un véritable guide du fondateur de sociétés est ensuite présenté, toujours avec des exemples intéressants. Je citerai notamment l'étude relative aux apports (évaluation et rémunération) ainsi que celle de l'administration proprement dite et du rôle des administrateurs, des gérants et des commissaires aux comptes, ainsi que des pouvoirs des assemblées générales.

ASSURANCES. — Dans cette partie, nous revenons un peu à la statistique; M. Julhiet donne les définitions du contrat d'assurances et indique ses éléments principaux; puis il examine successivement les diverses natures d'assurance : incendie, maritime, accidents de toute nature, vie et retraite ouvrière et paysanne, chômage, etc...

BOURSES. — L'auteur rappelle les diverses sortes de valeurs mobilières et les formalités d'admission à la cote officielle; il indique le rôle du marché en bourse et son fonctionnement officiel avec le concours des agents de change et celui du marché libre ou en banque avec les coulissiers.

Il passe ensuite en revue les diverses opérations des bourses de valeurs, comptant, terme (ferme ou à prime), les arbitrages et reports, etc., effectués par les intermédiaires moyennant courtages déterminés, ainsi que celles des bourses de marchandises et de leurs courtiers.

L'auteur termine son exposé par des conseils aux directeurs, administrateurs de grandes entreprises, qui négligent souvent le côté comptable et administratif par suite de leur formation technique antérieure; en résumé, cet ouvrage fort bien conçu, très clairement rédigé, édité avec beaucoup de soin, ce qui en rend la lecture facile, fait un très grand honneur à M. Julhiet qui, lui, quoique ingénieur, a su comprendre

et apprécier, grâce aux voyages qu'il a faits et à son clair esprit d'analyse, le rôle important des chiffres ordonnés dans les affaires.

Ce livre aura un véritable succès auprès de tous les ingénieurs qui sentent que les vieilles méthodes sont finies et il convient de féliciter très sincèrement l'auteur de l'avoir écrit.

A. BARRIOL.



Conditions du travail dans la Russie des soviets. — Bureau international du Travail (1).

Ce livre, présenté par M. Albert Thomas, contient des statistiques intéressantes à beaucoup d'égards : elles sont même de telle nature que, dans la préface, le directeur du Bureau international prépare le lecteur en disant qu'elles doivent être complétées.

Le travail résulte des réponses faites à un questionnaire très long auquel on ne paraît pas avoir répondu très complètement ; nous allons passer brièvement en revue les divers chapitres.

Durée du travail. — On sait que le principe de la journée de huit heures a été décrété, mais, devant le mauvais rendement, on a établi le travail volontaire, la semaine du front et des transports, les samedis communistes, et, dans un radio du 11 février 1920, on trouve qu'« il nous faut travailler aujourd'hui sans compter..., que les travailleurs conscients comprennent donc qu'il nous faut travailler pour réduire les crises actuelles, qu'ils travaillent dix heures, douze heures même s'ils le peuvent ».

Le 13 février, le radio d'ordre général dit : « Le dimanche est déclaré jour ouvrier ; le travail dans les usines et les fabriques, ainsi que dans les institutions soviétiques, est augmenté de deux heures. »

La journée est-elle donc de dix heures ?

Salaires. — On trouve de nombreux documents intéressants : cinq groupes sont établis, divisés en trois catégories.

Le salaire de la troisième catégorie du cinquième groupe était Rb 1,30 et celui de la première catégorie du premier groupe Rb 2,25 par heure de travail à l'Union des ouvriers métallurgistes.

Un autre décret réglant les salaires de ces mêmes ouvriers indique d'ailleurs, pour Moscou, Rb 1,3 et Rb 2,4, avec des diminutions par gouvernements telles que 80 % des taux ci-dessus pour Voronej et même 35 % pour la région des Steppes.

On constate que le paiement en nature a été établi, que l'on a imposé le travail aux pièces et, dans certains cas, que les primes ont été établies.

Le salaire des femmes est, en principe, le même que celui des hommes à qualité et quantité égales.

Le salaire des enfants est réglé d'après le temps d'apprentissage, Rb 0,50 par heure avant six mois d'apprentissage, pour atteindre Rb 0,90 après dix-huit mois ; ce salaire dépend des professions et atteint, pour la métallurgie, Rb 0,75 à Rb 1,20, dans les conditions ci-dessus ; l'apprenti doit passer des examens.

Un document fort curieux est donné par le *Bulletin du Commissariat de travail* (août-septembre 1918) ; il compare le coût minimum de l'existence par jour avec le minimum de salaire, augmenté de 100 % ; on trouve que le salaire devrait encore être augmenté de 3 à 24 %, selon les régions, pour atteindre le coût minimum de l'existence.

Ce même commissariat indique que l'augmentation du prix des vivres de juillet 1916 à juin 1918 a été de 1.500 %, alors que les salaires n'ont augmenté que de 365 % pour des ouvriers moyens.

Le prix d'une ration quotidienne, qui nous a paru normale, était de Rb 1,52 en 1914 et de Rb 56,77 en 1918.

Chômage. — Le chômeur ne peut refuser un emploi temporaire ; il ne peut pas

(1) Un vol. in-8 de 308 + 144 pages. Berger-Levrault, édit. Prix net : 18 fr.

refuser de se rendre dans une autre localité; les grévistes ne sont pas considérés comme chômeurs.

La demande de la main-d'œuvre dépasse l'offre de 10 à 33% suivant les régions.

Assurances sociales. — D'après l'*Izvestia* du 7 novembre 1919, les dépenses d'assurances sociales ont été :

Premier semestre 1918	70 millions de roubles
Deuxième semestre 1918	640 —
Premier semestre 1919	2.169 —
Deuxième semestre 1919 . . plus de	7,500 —

Travail obligatoire. — L'article 18 de la Constitution est le suivant :

« La République russe socialiste des soviets considère que le devoir de chaque citoyen de la République est de travailler et adopte, comme mot d'ordre : Qui ne travaille pas ne mangera pas, »

Le travail humain est une propriété de l'État; les armées peuvent donc devenir des armées de travail et je trouve le renseignement suivant (p. 175) : « Les organisations militaires ont coupé, par leurs propres moyens, 520.000 stères de bois, dont 250.000 ont été transportés, 1.300 wagons ont été chargés »; on doit espérer pour ces wagons qu'ils n'ont pas servi à transporter la totalité des 250.000 stères.

Grèves. — Bien que les autorités considèrent la grève comme un acte anti-révolutionnaire, de nombreuses grèves ont éclaté et des ouvriers ont été emprisonnés et même fusillés.

Nationalisation de l'industrie. — Un rapport de 1918 indique 36 % d'entreprises nationalisées dans l'ensemble du pays; mais, dans certains gouvernements, on en compte 90 %. Divers tableaux montrent la répartition de ces nationalisations par industrie, mais il apparaît nettement que nombre de ces établissements ont cessé toute production, car le nombre d'ouvriers tombe de 343.000 en janvier 1917 à 97.000 en octobre 1918.

La production du beurre tombe de 1.790.000 pouds en 1917 à 710.000 en 1918.

Celle du sucre, de 6 millions à 1.500.000.

Le cheptel diminue des deux tiers.

La productivité de l'ouvrier a baissé d'une façon considérable; là où il fallait treize heures pour produire une unité, il en faut vingt-deux, soit 62 % de diminution de productivité.

Le tableau suivant relatif à l'industrie textile paraît assez éloquent :

	1917	1918
Moyenne d'ouvriers dans la journée	56.782	67.853
— établie	44.083	46.776
Production en milliers de pouds	1.227	988
— de tissus en une heure par 1.000 métiers.	21	18
— de tissus en 1.000 heures de travail, ,	15	12

Ainsi augmentation du nombre de producteurs et diminution formidable de la productivité.

La productivité de l'ouvrier en locomotive était de 0,002 en 1916, elle est de 0,0004 en 1918, alors que l'énergie électrique pour une locomotive construite, en kilowatts-heure, passe de 62.000 à 189.000; la quantité de force ouvrière pour une locomotive passe de 15.600 à 63.920 (je n'ai pas l'unité de cette force ouvrière) et le prix de cette force passe de 100.000 à 1.400.000 roubles.

Comme résultat, l'industrie nationalisée fit, en 1919, un déficit de 5 milliards de roubles et les chemins de fer ont perdu 4 milliards sur un budget de 5 milliards de dépenses.

Nous arrêtons là ces citations, pensant que le lecteur voudra bien conclure.

A. BARRIOL.

Le Gérant : CH. FRIEDEL.